Bulletin n°5 - Novembre 2021 - Sommaire

Page

Editorial	1
7 novembre 2021 Election présidentielle et législative au Nicaragua	1
El Salvador: La solidarité genevoise rencontre Marisela Ramirez	4
Campagne internationaliste « Solidarité Côte Caraïbe Nicaragua »	6
Sixième sommet de la Communauté d'Etats latino-américains et caraïbes (Celac)	7
Guatemala – Etat de siège et répression à El Estor	8

Editorial

Au moment de mettre sous presse ce nouveau bulletin, nous apprenons que vendredi 19 novembre 2021 le Nicaragua est sorti de l'Organisation des Etats Américains (OEA) en dénonçant (au sens juridique) la charte de l'OEA.

Le Nicaragua avec dignité, après la non reconnaissance par l'OEA de son processus électoral du 7 novembre 2021, dénonce donc l'OEA comme un instrument d'agression en particulier des Etats-Unis contre les pays progressistes ou socialistes du continent latino-américain.

Cuba depuis longtemps et le Venezuela depuis les sanctions imposées par les Etats-Unis et l'OEA dès 2014 se sont retirés de l'Organisation dénonçant l'ingérence du « ministère des colonies des USA » comme la désignait Fidel Castro.

Ces dernières années cette ingérence s'est manifestée de manière arrogante dans plusieurs processus électoraux, pour faire bref : au Honduras contre le président Zelaya en 2009, en Bolivie contre la victoire d'Evo Morales en octobre 2019 qui conduit au coup d'Etat de la droite du 12 novembre 2019.

Cette dénonciation de l'OEA ne doit pas étonner; elle marque une rupture qui dénonce aussi les sanctions et l'ingérence de l'Union Européenne contre le Venezuela ou le Nicaragua, comme elle dénonce aussi la campagne médiatique dominante et écrasante contre les processus en cours dans les pays progressistes latino-américains qui s'oppose à la politique impériale.

7 novembre 2021 Election présidentielle et législative au Nicaragua

Les résultats sont clairs aux yeux du peuple nicaraguayen et aussi aux yeux du mouvement de solidarité avec le processus sandiniste au Nicaragua : 75 % des suffrages pour le FSLN, plus de 2 millions de suffrages, avec 65 % de participation des 4 millions 480 milles électeurs inscrits.

La journée électorale s'est passée dans le calme, aucun incident, une fête civique comme disent les nicas ; frappant d'écouter et voir les électeurs simplement satisfaits des mesures sanitaires prises dans les locaux de vote et de l'organisation du processus de votation rapide et efficace et fiers d'exercer leur droit citoyen.

Pourtant dès avant le scrutin et surtout le jour même sans attendre la fin du scrutin, tout l'appareil médiatique international dénonce au monde entier une farce électorale, un peuple sous dictature, un couple présidentiel monstrueux.

Historique

L'ANS est fondée en 1978 par des militant-e-s suisses et latino-américains quelques mois avant le triomphe de la Révolution Populaire Sandiniste au Nicaragua, le 19 juillet 1979, pour dénoncer la répression de la dictature de Somoza contre le peuple en lutte.

Valeurs

Née de la solidarité envers le peuple nicaraguayen et les luttes de libérations au Salvador dans les années 70-80, l'action de l'ANS s'inscrit plus largement dans le mouvement de solidarité avec les peuples en lutte pour leur dignité et leur autodétermination en Amérique latine.

Comité - Equipe de rédaction
Jean-Christophe Berent, Gérald Fioretta, Tony Mainolfi, Manuel Nussbaumer, Philippe Sauvin, Nicolas Vernier

Un tel décalage entre le vécu de la journée électorale et la campagne médiatique infernale ?

Un décalage tellement immense que l'on serait en droit d'attendre d'une partie des journalistes ou des analystes un minimum de déontologie et d'effort pour sortir de la paresse répétant les rengaines mensongères des agences médiatiques et connaître de plus près que s'est-il passé au Nicaragua ces dernières années et comment peut-on expliquer ne serait-ce qu'en partie le vote positif de la majorité des nicaraguayens.

Et aussi comment se fait-il que l'emprisonnement d'une trentaine de personnalités de l'élite ou opposition n'est pas vue par une grande partie du peuple comme la mise à l'écart de candidats de l'opposition, mais est justifiée, comme le présente la justice nicaraguayenne, par la gestion sans gêne des millions de dollars déversés pendant des années par les USA (et quelques millions d'euros de l 'UE) pour financer sans contrôle et sans fausse honte les ONG et l'opposition visant le dénigrement des institutions, le renversement du gouvernement, dont la forme extrême a été les « tranques » mortels de mai –juin 2018 bloquant presque tout le Nicaragua.

Traites à la patrie, c'est comme cela que sont traités ceux qui appellent et applaudissent en plus aux sanctions contre le Nicaragua et de hauts fonctionnaires ou qui appellent même à l'intervention étrangère. Il suffit donc de se situer simplement dans une autre perspective et on discerne l'affirmation résolue de la souveraineté contre l'impérialisme US de toujours et le néo-colonialisme européen. C'est pourquoi ces élections ont été aussi nommées « soberania 2021 ».

Quels journaux sont entrés ne serait-ce qu'en partie dans les témoignages et enquêtes prouvant l'intervention étrangère durant des années, intervention arrogante au point de ne pas se douter qu'un jour la souveraineté userait du droit et de la justice.

Mais les éléments de fonds qui expliquent le vote du 7 novembre, comme ils expliquent la sortie de la crise d'avril 2018 malgré les erreurs et la répression, sont à chercher dans les programmes sociaux, économiques, culturels développées par le gouvernement sandiniste depuis son retour au pouvoir en 2007 après 16 années de gouvernements néo-libéraux, appliquant les directives de «l'ambassade US» , qui avaient démantelé toutes les conquêtes socio-économiques de la Révolution sandiniste et privatisé à tout va.

Redonner progressivement les droits sociaux au peuple, rétablir la gratuité de l'éducation et la santé, changer la matrice d'énergie jusqu'à désormais 80 % d'énergie renouvelable, construire la meilleure infrastructure routière d'Amérique centrale, construire plus d'une dizaine d'hôpitaux, sortir le pays de la pauvreté par une croissance économique moyenne de 5 %. Sortir le pays de la pauvreté, c'est changer en profondeur la vie des gens, désormais 98 % ont accès à l'électricité, une très grande partie à l'eau potable, un vaste programme de construction de maisons est en marche. La souveraineté alimentaire est acquise, les petits et moyens paysans produisent l'ensemble des aliments.

La confiance démontrée par le vote du 7 novembre, le gouvernement et le FSLN se l'est gagnée aussi ces deux dernières années, par son système de santé communautaire capable d'affronter la Covid 19 avec un succès reconnu et sans mettre en péril l'économie informelle. Peu de pays du Sud peuvent se targuer aujourd'hui comme le Nicaragua d'avoir vacciné 52 % de sa population.

Bureau de vote au Nicaragua le 07 novembre 2021

Le FSLN a su aussi idéologiquement dénoncer le rôle des Etats-Unis, qui en finançant largement et impunément les activités de l'opposition continuait simplement son intervention au Nicaragua qui dure depuis plus de 100 ans rythmant l'histoire du Nicaragua. Le thème de la souveraineté est désormais incontournable.

Que dire, que faire ?

La campagne impériale et médiatique a gagné. Le mal est fait. Les élections ne seront pas reconnues et donc le gouvernement sandiniste doit s'attendre à des attaques plus intenses de la part de la « communauté internationale ». Cela a déjà commencé dans la guerre des réseaux « digitaux ».
Fin octobre Twitter et Facebook ont éliminé sans autre des milliers de comptes proches du sandinisme.
Le Nicaragua lui défendra sa souveraineté tout en cherchant à reconquérir en Amérique latine le soutien des pays progressistes. Le gouvernement appellera certainement à un dialogue national avec l'opposition et les organisations patronales pour les convaincre de travailler ensemble à sortir le pays de la pauvreté.
Notre rôle de mouvement solidaire est d'être, comme nous l'avons fait depuis la victoire de juillet 1979, aux côtés du peuple sandiniste et de ses combats pour vaincre la pauvreté et affirmer ses droits sociaux et démocratiques. Pour nous ANS Genève, c'est ce que nous avons fait avec les habitants des quartiers ou avec les communautés paysannes de Matagalpa, entre autre du Tuma-La Dalia.

Sans oublier nos réserves ou critiques normales envers tout processus, comme celui du sandinisme au Nicaragua, nous nous devons de respecter le chemin choisi par les autorités et le peuple nica et les valeurs qu'ils veulent défendre en priorité. Nos réserves ou critiques sont légitimes, mais nous le savons aussi ancrées dans un autre contexte historique et de valeurs. Nous continuerons à les discuter avec nos camarades nicas, qu'il s'agisse de la reconnaissance d'une répression injuste en avril 2018, de la nécessaire vie démocratique dans le FSLN, de l'impérieuse ouverture vers le droit des femmes à l'avortement thérapeutique, de l'indispensable passage de témoins des leaders.

Notre rôle fondamental cependant, face aux ingérences néocoloniales et aux sanctions venant de l'Europe ou de la Suisse, par les Etats ou les Ong, sera un appui solidaire résolu au peuple et au gouvernement sandiniste qu'il a librement choisi.

Notre projet à la Dalia

Depuis 2012, avec le financement conséquent de la Fédération Genevoise de Coopération (FGC) notre association soutient un projet de développement intégral avec des communautés paysannes et coopératives de la région el Tuma – La Dalia.

Centré les 3 premières années sur la zone de Yale où la solidarité suisse s'est mobilisée depuis les années 80 de la révolution sandiniste, le projet mené par notre partenaire Odesar s'est ensuite étendu pour 3 autres années à d'autres communautés au nord de la Dalia et finalement dans la zone d'El Coyolar pour la dernière phase de 3 ans qui s'achève dans six mois en mai 2022.

Malgré la crise sociale de 2018 et les « tranques » violents qui l'ont caractérisée, malgré ensuite la pandémie de la Covid 19, les 12 communautés du Coyolar regroupant 450 familles ont pu atteindre les objectifs fixés. La sécurité alimentaire avec la production de cultures vivrières plus riches en légumes, en fruits ; l'attention à la santé par une meilleure diète, une meilleure hygiène publique et par les programmes de santé préventive et de dépistage; et surtout permettre aux jeunes de ces communautés rurales, par des bourses et du soutien actif, de poursuivre des études secondaires et supérieures dans des universités rurales mises sur pied par le gouvernement, inimaginable il y a encore peu de temps. Les communautés désiraient plus pour sa jeunesse. D'une part impulser pour une trentaine de jeunes des initiatives économiques allant du petit élevage de porcs ou volailles, aux artisans boulangers ou vente de produits vétérinaires ou réparateurs de motos ou portables. Une réussite qui devra désormais s'affirmer dans le temps. Et finalement d'autre part développer pour l'ensemble des jeunes les activités culturelles et sportives : cours de danse, de théâtre et d'artisanat, et le tournoi de football dédié à « Yvan Leyvraz » où les équipes féminines n'ont pas été oubliées.

Le tournoi existe désormais par lui-même et s'étend aux jeunes de toute la municipalité de la Dalia. A la fin de ce projet, nous tenons à dire merci aux communautés et aux jeunes pour leur engagement, à Odesar pour l'avoir mené à bien, aux autorités municipales de la Dalia pour leur confiance et les facilités offertes.

La solidarité genevoise rencontre Marisela Ramirez du « Bloque de Rebeldia y Resistencia » au Salvador

Vendredi 22 octobre Marisela Ramirez, dirigeante étudiante du *Bloque de Rebeldia y Resistencia* au Salvador, s'est entretenue avec une dizaine de personnes venant d'horizons divers (comités de solidarité, syndicats, partis politiques). Cette rencontre s'est organisée dans le cadre d'une tournée européenne d'une délégation salvadorienne composée d'Anabel Belloso, députée pour le Frente *Farabundo Marti para la Liberación Nacional* (FMLN), et de Marisela Ramirez.

Cette jeune femme aguerrie à la lutte politique a témoigné du recul saisissant, sous le gouvernement actuel de Bukele, des acquis démocratiques obtenus par les accords de paix de 1992. Ces accords ont mis un terme à la guerre civile meurtrière qui a ensanglanté Le Salvador durant les année 80, et ont ouvert un espace démocratique permettant la participation de toutes les forces politiques présentes dans le pays y compris le FMLN. Jusqu'en 2019, le pays a connu une alternance pacifique entre la droite et la gauche. Le FMLN a remporté la présidence en 2009 et 2014, et a mené une politique de reconstruction du pays et de consolidation des acquis sociaux pour la majorité.

Malheureusement, la victoire haut la main de Nayib Bukele aux élections présidentielles de mars 2019, grâce à son discours attaquant la corruption et exaltant sa figure messianique (notamment au travers d'une habile campagne de communication digitale) a mis un terme au deuxième gouvernement du FMLN incapable de bien défendre son bilan et sa politique sociale.

La tentative de coup d'Etat

Marisela Ramirez a relaté la prise d'assaut, par Bukele et l'armée, du Parlement National en février 2020 prétextant le refus des législateurs d'augmenter le budget dévolu à sa politique de lutte contre les gangs de *maras*. Une telle tentative, visant à rompre l'ordre constitutionnel, n'était jamais survenu au Salvador en période de paix, et cette tentative de coup d'Etat n'était qu'un avant-goût de ce qui allait suivre. Par cette action, et en l'absence d'une majorité parlementaire qui lui était acquise, Bukele a prétendu démontrer qu'un parlement à la solde des « corrompus » l'empêchait de faire avancer son agenda politique.

Prétextant et profitant de la pandémie, Bukele a cependant orchestré, selon les termes de Marisela Ramirez, le plus grand *hold up* d'Amérique Centrale en faisant voter des crédits millionnaires qui ont creusés la dette publique. Malgré sa tentative de museler l'institut de transparence – mis en place du temps du FMLN pour lutter contre la corruption– des journalistes ont démontré que l'entourage présidentiel, et notamment le ministre de la santé s'étaient enrichis avec les fonds publics.

Celle qui réussit

La nouvelle *bancada legislativa* est entrée en fonction le 1er mai 2021. Deux mois auparavant, les élections législatives et municipales donnaient une très large majorité à *Nuevas ideas*, le parti du président Bukele qui totalise maintenant 56 députés (sur 84) et 152 mairies (sur 262). Au niveau législatif, *Nuevas Ideas* a tout simplement raflé la majorité qualifiée qui lui permet de modifier la Constitution sans avoir à passer des alliances.

Dès la première séance parlementaire, la majorité acquise à Bukele opère de profonds changements en nommant de nouveaux juges à la Cours constitutionnelle ainsi qu'un nouveau procureur général de la République, ouvrant ainsi la voie pour modifier la Constitution au pas de charge.

D'autres mesures, accentuant les doutes croissants et les critiques d'une partie de la population, sont prises simultanément.

Notamment, l'adoption du Bitcoin comme nouvelles monnaie nationale par les parlementaires de droite…en une seule journée et sans débat.
Cette crypto monnaie, dont l'utilisation est problématique dans un pays où la connexion à l'internet est loin d'aller de soi est, de plus, une devise couramment utilisée dans les transactions financières douteuses - tel que le blanchiment d'argent – du fait de sa non-traçabilité.

Marisela Ramirez a également mentionné l'augmentation très préoccupante des disparitions forcées depuis l'accession de Bukele au pouvoir. Si le pouvoir est très loquace au sujet de ses prétendues avancées dans la lutte contre les homicides, il l'est en revanche beaucoup moins concernant les personnes « disparues », dont les corps restent la plupart du temps introuvables. Un charnier contenant des dizaines de corps a récemment été retrouvé dans la maison d'un ex-policier proche de la frontière guatémaltèque.

Certains acteurs non-gouvernementaux craignent qu'un accord confidentiel ait été passé entre le gouvernement de Bukele et les deux principaux gangs, dans le but de faire baisser les homicides. Il est évident qu'un tel accord comporterait des contreparties pour les gangs.

Fruit d'une volonté de Bukele de faire des militaires ses alliés indéfectibles, on assiste également au grand retour de l'armée sur la scène politique. Cette nouvelle politique passe notamment par une augmentation importante du budget de cette institution ainsi que l'intégration croissante de nouvelles recrues. La destitution du juge chargé de faire la lumière sur le massacre du Mozote – crime de lèse humanité où des troupes d'élites ont assassiné plus de 900 femmes et enfants dans les années 80 dans une zone tenue par la guérilla du FMLN - est un signal limpide d'impunité envoyé à l'armée.

Le réveil ?

La société salvadorienne semble cependant commencer à réagir face à l'autoritarisme et aux errances du gouvernement de Bukele. La naissance du *Bloque de Rebeldia y Resistencia,* dans un contexte de relative apathie et découragement en est un exemple.

Début 2021, divers secteurs parmi lesquels des étudiants, des jeunes des quartiers populaires des vétérans de la guerre (militaires ou guérilleros), des paysans, des féministes et des syndicats lancent un appel à la mobilisation unitaire. D'abord marginal, le mouvement se consolide peu à peu et organise un premier rassemblement le 30 juillet à l'occasion de la commémoration du massacre d'étudiant.e.s par l'armée salvadorienne en 1975. Bien que non-autorisé sous prétexte de pandémie, le rassemblement réuni 2000 jeunes qui dénoncent la militarisation et la péjoration des conditions de vie dans le pays.

Lors du deuxième semestre, les mobilisations s'intensifient avec notamment une grande manifestation populaire le 15 septembre (bicentenaire de l'indépendance), réunissant de nombreux secteurs sociaux. Bukele qui semble décidé à ne pas laisser la contestation sociale prendre de l'ampleur a agité le spectre de l'ingérence extérieur pour décrédibiliser les mobilisations, et s'emploie à faire voter des lois répressives permettant d'emprisonner à grande échelle ses opposant.e.s déterminé.e.s à occuper la rue.

À l'heure actuelle, plusieurs personnes ayant exercé des responsabilités sous les anciens gouvernements de gauche ont été incarcérées sans procédures judiciaires régulières et sous des prétextes douteux. Marisela Ramirez craint une escalade répressive dans les mois à venir, raison pour laquelle elle a lancé un appel à la solidarité internationale.

C'est sur cette note que s'est terminée la rencontre du 22 octobre, et la *Solidaridad* genevoise a décidé d'apporter son soutien et de se mettre à disposition du *Bloque de Rebeldia y Resistencia* pour des actions de solidarité futures.

Appel aux Dons

ANS soutient grâce à vos dons des initiatives solidaires au Nicaragua et au Salvador.

Au **Nicaragua**, en plus du soutien à **notre projet de développement communautaire** dans 12 communautés rurales du Coyolar, à la Dalia avec Odesar, nous permettons à des petites initiatives solidaires au niveau des quartiers ou des villages de se développer. Par exemple la prise en charge de la logistique pour traiter les paysannes dépistées avec cancer (dans les « ferias de salud » d'Odesar) ou la dotation d'équipements de foot ou de baseball pour les jeunes des quartiers décidés à lancer des tournois sportifs et renforcer ainsi le développement communautaire !

Au Salvador nous soutenons avec les mouvements de la solidarité suisse, la **« Red Medica Solidaria** » mise en place par des médecins et personnels de santé du Fmln pour une prise en charge communautaire de la prévention (vaccination et mesures sanitaires), du dépistage et des traitements de la Covid 19, tant le programme de santé publique du gouvernement Bukelé est défaillant.

Dans le futur il pourra s'avérer primordial de soutenir aussi matériellement la lutte populaire du *Bloque de Rebeldia y Resistencia* contre la dérive fascisante du gouvernement Bukelé.

Nous vous invitons aussi à verser **votre cotisation annuelle de 50.- chf.**

CCP 12-15578-6 Postfinance
ANS Association de solidarité
Nicaragua – El Salvador Genève

Campagne internationaliste « Solidarité Côte Caraïbe Nicaragua »

Après la dévastation de la Côte Caraïbe du Nicaragua par les ouragans ETA le 3 novembre et IOTA le 16 novembre 2020, nous nous sommes immédiatement mobilisés avec différents comités de la solidarité suisse et européenne, particulièrement de l'Etat espagnol et d'Italie, pour marquer notre solidarité concrète et politique avec les habitants, les peuples autochtones et les autorités locales de la Côte Caraïbe.

Les habitant-e-s de la Côte atlantique au Nicaragua, ont été très fortement touché-e-s par ces deux ouragans d'une force et intensité inconnues jusqu'à maintenant et dont les effets dévastateurs ont été immenses : infrastructures portuaires dévastées, bâtiments publiques et maisons détruites, infrastructures routières en ruine, forêts déracinées, production agricole compromise. De plus les pluies torrentielles ont provoqué des dégâts matériels et humains importants dans tout le pays, par exemple dans le massif de Peñas Blancas, municipalité de La Dalia près de Matagalpa, où ont eu lieu des glissements de terrain occasionnant la mort d'une dizaine de personnes.

Une solidarité immédiate

La solidarité suisse a pu apporter une première aide médicale pour un montant de 7'000 dollars seulement deux jours après le passage de l'ouragan IOTA.

Dans la même semaine notre association de solidarité Nicaragua- el Salvador (ANS Genève) a pu verser une deuxième donation de 3'000 dollars en soutien aux « damnificados » de Peñas Blancas.

La reconstruction d'une vingtaine de maisons en bois à Bilwi avec un collectif de femmes autochtones.

L'essentiel était d'être solidaire concrètement avec des familles particulièrement affectées par la destruction et grâce au groupe de femme Yapta Yula de la Costa Caribe Norte, nous avons pu commencer rapidement la reconstruction de maisons détruites touchant particulièrement les femmes cheffes de famille. Grâce à AMCA et sa délégation à Managua, le projet a pu être mené dans les meilleures conditions. Nous nous sommes engagés à la reconstruction de 20 maisons, en bois selon la culture locale. Sous la conduite de charpentiers et ouvriers qualifiés, les familles ont participé à la reconstruction de leurs maisons, au milieu de grandes difficultés pour garantir du bois de qualité et le reste du matériel, étant donné la situation dramatique post ouragans.
Ce sont quelque 23'000 dollars qui ont été réuni entre les différents groupes suisses et d'Italie et Espagne et démontré ainsi la solidarité concrète avec les communautés autochtones.

Au bilan final, en juin 2021, notre projet de reconstruction a permis à 12 familles de retrouver une nouvelle maison et à 9 autres familles de recevoir du matériel et des aides conséquentes pour réparer leurs toits et parois. Ainsi une centaine de personnes ont retrouvé la dignité d'une maison décente.

Reconstruction de maisons à Bilwi

Sixième sommet de la Communauté d'Etats latino-américains et caraïbes (Celac) : relancer l'intégration latino-américaine.

Le Mexique qui assume la présidence *pro tempore* de la Celac a accueilli sa sixième réunion le 18 septembre. La Celac, crée en 2010 est composée de 33 Etats d'Amérique latine et des Caraïbes, sans les Etats-Unis et le Canada.

La tenue de ce sommet, impulsé par le président Andrés Manuel López Obrador (AMLO), est un succès pour tous ceux qui sont favorables à l'intégration latino-américaine et qui rejettent l'ingérence des Etats-Unis dans la région.

L'accueil fraternel réservé au Président cubain, Miguel Diaz-Canel, et son discours prononcé comme invité d'honneur lors des festivités de l'indépendance du Mexique, deux jours avant le sommet, s'inscrivent dans le tournant pris par la diplomatie mexicaine depuis l'arrivée du centre-gauche au pouvoir en 2018. Signe du retour à une politique étrangère indépendante, le Mexique a demandé publiquement aux Etats-Unis la levée inconditionnelle du blocus contre Cuba. Il a aussi demandé le remplacement de l'organisation des Etats Américains (OEA), instrument de l'ingérence Nord-américaine contre les gouvernements populaires de la région, par un organisme qui soit *« réellement autonome et qui ne soit le laquai de personne ».*

La Celac ne s'était plus réunie depuis 2017 car de nombreux pays étaient aux mains de gouvernements clairement hostiles aux objectifs de l'organisme et prenant leurs ordres à Washington. Les Etats-Unis n'ont aucun intérêt au renforcement d'un bloc latino-américain et comptent sur ses alliés régionaux pour entraver tous pas dans cette direction.

Pour la période récente, on pense entre autres aux gouvernements de Mauricio Marci, Pedro Pablo Kuczynski, Jair Bolsonaro, Ivan Duque ou Lénin Moreno. Ce panorama a partiellement changé avec l'arrivée de gouvernements populaires au Mexique (2018), Argentine (2019), Pérou (2021) et le retour à une situation démocratique en Bolivie (2020). Le poids des nations favorables à l'intégration pourrait encore se renforcer l'année prochaine avec une probable déroute électorale de Bolsonaro au Brésil, sous réserve que la gauche et les organisations populaires parviennent à stopper la dérive fascisante de ce dernier et à imposer le respect du résultat qui sortira des urnes.

Le sommet réalisé à Mexico n'a pas été exempt de provocations dirigées contre Cuba, le Nicaragua et le Venezuela. Ces dernières sont venues des présidents de droite, uruguayen et paraguayen, alors que la Colombie s'est finalement auto exclue du sommet en raison de la présence de Nicolas Maduro, président constitutionnel du Venezuela. La seule défense assumée de l'OEA est venue du président uruguayen, Luis Lacalle Pou. Cet organisme, dans lequel les Etats-Unis ont toujours eu un poids prépondérant, a joué un rôle actif dans le maintien de l'hégémonie de la super puissance en Amérique-latine. Notamment en assurant un soutien indéfectible aux alliés des Etats-Unis en toutes circonstances. Le rôle actif joué par l'OEA dans le coup d'Etat en Bolivie ou sa défense des sanctions contre Cuba, le Nicaragua et le Venezuela ne sont que quelques exemples.

L'immense majorité des participants au sommet partagent cependant les objectifs de la Celac, à savoir renforcer la coopération entre les gouvernements latino-américains et caribéens, dans le respect de leurs différences afin d'affronter ensemble les grands défis communs. Il s'agit d'une nécessité dans une région très durement touchée par la pandémie, qui a provoqué un approfondissement important de la pauvreté et des inégalités sociales. Dans ce contexte, la coopération en vue de la production régionale de vaccins contre le Covid-19, et sa distribution aux pays les plus vulnérables a été au centre des discussions.

Il est donc réjouissant qu'une ambitieuse déclaration finale ait été adoptée. Cette dernière se prononce notamment en faveur de *« l'égale souveraineté des* Etats, *la résolution pacifique des différends, la coopération internationale pour le développement, le respect de l'intégrité territoriale, et la non -intervention dans les affaires internes des états ».* Elle réaffirme l'engagement dans *« la défense de la souveraineté et du droit de tout Etat à construire son propre système politique, libre de menaces, agressions et mesures coercitives unilatérales dans un climat de paix, stabilité, justice, démocratie et respect des droits humains ».*

Une résolution spéciale demandant la levée du blocus contre Cuba a également été adoptée.

L'Argentine a fait part de son intérêt à assumer la présidence *pro tempore* de l'organisme en 2022.

Guatemala – Etat de siège et répression à El Estor

La population maya Q'echi continue à s'opposer fermement à l'exploitation de la mine Felix, par la multinationale Russo-Suisse Solway Investment Group dont le siège social est à Zoug. Cette dernière est l'une des principales mines de nickel d'Amérique centrale et la cause d'importantes dévastations écologiques (voir bulletin ANS no 4).

Le 24 novembre, le gouvernement d'Alejandro Giammattei a imposé l'Etat de siège à El Estor pour mettre fin à la mobilisation des habitant.e.s. La population lutte pour protéger le lac Izabal et pour exiger d'être inclus dans la phase préparatoire de la consultation ordonnée par la Cours constitutionnelle qui devra déterminer si la mine doit rester en fonction ou non.

La présence de l'armée et de la police a permis à la mine de reprendre ses activités après la levée, par la force, des barrages filtrants qui empêchaient le passage des camions de l'entreprise. Ces derniers circulent à nouveau librement, protégés par la police qui, quelques jours auparavant, avaient créé la terreur en perquisitionnant et saccageant les locaux et domiciles des leaders et journalistes communautaires. Bombes lacrymogènes et véhicules blindés ont été les réponses du gouvernement Giammattei qui a toujours soutenu la multinationale.

Les habitant.e.s sont cependant bien déterminés à poursuivre la lutte comme le dit Olga Ché, dirigeante du Syndicat des pêcheurs artisanaux et intégrante du Conseil des Autorités Ancestrales Q'eqchi : *« Nous avons le droit de défendre notre terre et notre lac. S'ils viennent à contaminer tout cela, alors le travail de la pêche cessera d'être un bien pour la communauté […] Nous devons continuer la lutte, même s'ils nous persécutent, même s'ils nous imposent 30 jours d'état de siège pour nous faire taire. Malgré cela, nous sommes toujours en vie et devons continuer ».*

Le député indépendant, Aldo Dávila a incité les ambassadeurs russe et suisse à intervenir dans leur pays respectif pour demander la suspension du projet minier en s'appuyant sur le droit international.

Hans-Ruedi Bortis, l'ambassadeur de Suisse au Guatemala a répondu au parlementaire en affirmant être en contact avec l'entreprise Solway Investment Group, et lui avoir rappelé, au nom du gouvernement suisse, ses obligations en matière de respect des standards internationaux, de respects des droits humains, de protection de l'environnement et sa responsabilité social en tant qu'employeur. L'ambassadeur affirme également être en contact avec les autorités guatémaltèques et s'être approché des représentant.e.s des peuples mayas afin de rechercher des solutions au travers du dialogue.

Ce langage de bois diplomatique risque de ne pas être suffisant face à l'impunité dont bénéficie Solway et à la répression gouvernementale. Le gouvernement Suisse doit enfin cesser de couvrir les exactions de cette multinationale. C'est ce qu'ont bien compris les personnes mobilisées pour demander le départ de la multinationale, devant l'ambassade de Suisse au Guatemala le 6 novembre, et devant le siège de la multinationale à Zoug le 26 octobre.

Les habitant.e.s d'El Estor crient haut et fort depuis plusieurs années qu'ils ne veulent pas de la mine qui ne leur profite en rien et qui menace leurs territoires, traditions et moyens de subsistances. Ils doivent être entendu et Solway doit partir !

Source : www.prensacomunitaria.org

Action de protestation le 07.11.21 devant l'ambassade Suisse au Guatemala